

## MARC POUZET

### "Notre rôle est d'évaluer les politiques publiques"



À la tête du Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) Paca depuis 2018, cet entrepreneur et banquier veut donner à l'assemblée consultative représentant les "forces vives" de la région, une meilleure visibilité

■ Après une carrière dans l'agroalimentaire et la banque, vous prenez la présidence du Ceser Paca en 2018...

C'est un peu l'aboutissement de mon engagement professionnel. Depuis que je travaille, j'ai toujours été passionné par mon territoire, la région que je considère comme la bonne maille de l'organisation économique. Et la deuxième chose, du fait de travailler ensemble, je pense que l'on s'enrichit énormément. Je retrouve dans le Ceser l'endroit - et c'est unique dans notre pays - où passent leur temps à discuter ensemble les mondes patronal, syndical et associatif. Et où ensemble, on débat des grands sujets de notre société régionale pour trouver une expression collective d'intérêt commun. Cela a un sens incroyable dans le monde où nous vivons.

■ Quel est son rôle ?

L'organisme qui représente la société civile dans sa diversité et représentativité, c'est le Ceser. Je vous rappelle que les personnes qui y siègent, sont désignées par le préfet comme représentants des organismes représentatifs. Vous avez trois collèges : patronal, syndical et associatif. Vous avez donc un creuset où tous les corps représentatifs de la région se réunissent et débattent. C'est unique. C'est vraiment l'occasion pour le politique d'entendre la société civile, pour peu qu'il veuille le faire.

■ Vous venez d'être réélu, quelles sont vos priorités ?

Le gros travail de cette mandature est de recréer du lien avec le politique. Je suis effaré de l'écart qu'il y a entre une volonté politique, par exemple du Conseil régional et la connaissance que le citoyen en a. Il y a un écart qui se crée entre le moment où le politique s'exprime et celui où elle entre en œuvre, parce que l'on a créé un

monstre qui s'appelle l'administration. On a voulu faire une organisation très centralisatrice dans le pays, or comme la vie s'est complexifiée, gérer depuis un état centralisateur l'ensemble du quotidien des gens n'est plus possible. Notre rôle est de dire aux politiques d'écouter davantage la société civile et d'essayer de revenir à des décisions de proximité, c'est vraiment cela que les gens attendent.

■ Votre avis est seulement consultatif ?

Notre grand regret est que dans les régions, les Ceser sont peu ou pas écoutés. Oui, nous ne sommes que consultatifs, ce n'est pas gênant, je trouve logique que celui qui est élu au suffrage universel ait le pouvoir de décider. En revanche, je souhaite que le politique entende la société civile. Quand on dit dans un rapport qu'il faut améliorer la qualité de services des trains régionaux, le Conseil régional l'entend, mais entre le moment où il va traduire cela dans une politique régionale et où les usagers vont en voir les bénéfices, il faut quatre ans. Il y a un truc qui ne va pas.

▲ Marc Pouzet, ici dans son bureau du Ceser, à la Région Sud. Le Ceser compte 140 conseillers issus de 62 organisations représentatives de la société civile régionale, répartis en quatre collèges au sein de l'assemblée. Chaque année, plus de 20 publications sont produites.

/PHOTO G.V.L.

■ Alors, comment changer la donne ?

Mon objectif est de mettre le Ceser dans un rôle d'évaluation des politiques conduites. Prenons l'exemple du développement des voitures électriques sur le territoire. La société civile doit pouvoir vérifier ce qui est fait. Essayez de faire l'aller-retour entre Nice et Marseille dans la journée, vous aurez un mal fou à trouver une borne de recharge disponible. La volonté d'une prise tous les 50 km entre le moment où on le dit et le moment où cela sera fait, il faudra cinq ans.

■ Qu'est-ce qui bloque ?

Les politiques ont peur de cette évaluation car ils considèrent qu'ils seront "sujets" sans arrêt et s'interrogent sur son regard objectif. Mais si on confie cela aux Ceser, le discours sera partagé. C'est le seul endroit où ces

trois mondes (patronat, syndicats et associations) se parlent, échangent et construisent des rapports qui sont votés à l'unanimité. Cela veut dire que l'on peut faire parler la société civile d'une même voix. Mais qui le sait ? Quand la Région vote son budget, vous avez toujours joint l'avis du Ceser, c'est la loi. On n'en parle jamais, or c'est quand même intéressant, il y a un discours décalé. L'avis du Ceser devrait être un sujet d'information de la société civile.

■ Comment vous faire connaître ?

Nous n'avons pas de budget. Toute notre difficulté est de nous faire connaître, notamment du grand public. On travaille déjà beaucoup auprès des députés et des élus des grandes villes. Je suis à la disposition pour aller présenter le Ceser dans les territoires pour que les citoyens se rendent compte que des gens les représentent.

■ Comment jugez-vous la gestion de la crise ?

Les Régions n'étaient pas préparées ni dotées de moyens financiers pour pouvoir gérer au plus près une telle crise. L'État a voulu tout gérer de façon centralisée et c'est de là que sont arrivées les tensions. On s'aperçoit au bout d'un an qu'il faut des décisions adaptées à chaque bassin. Les Régions qui n'ont pas compétences en matière de santé, ont agi sur le plan économique. La Région Sud a mis en place une structure spécifique pour recevoir les besoins des entreprises et des commerces, et les accompagner dans leurs démarches. Il y a ce lien entre l'autorité et l'institution qui intervient. L'État doit faire un grand pas en avant dans le développement de la régionalisation, c'est là qu'est la bonne maille. Je pense qu'il y aura un redémarrage de l'économie très rapide et cela passe par la vaccination. Il faut que dans tous les organismes de fonctionnement, il y ait des représentants de la société civile, il faut mettre les Ceser au cœur des institutions.

Propos recueillis par Geneviève VAN LEDE  
ECO\_DER

"Je ne désespère pas d'ici la fin de la mandature, que l'on signe une charte qui lie la Région et le Ceser dans la mise en route d'un processus d'évaluation. C'est vraiment l'objectif que nous avons."

#### MODE D'EMPLOI

Issu de la loi du 5 juillet 1972, le Ceser Paca est l'assemblée consultative du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur qui représente la société civile. Sa mission ? Donner aux élus un éclairage de la société civile sur toutes les politiques régionales. Il est obligatoirement saisi sur tous les documents budgétaires régionaux ainsi que sur les grands schémas.

▲ En 2004, Marc Pouzet, alors vice-président de la Maison de l'Industrie de la CCIMP, participe au lancement de Bioméditerranée : "J'ai créé Bioméditerranée qui est aujourd'hui le deuxième pôle des biotechnologies français."

/PHOTO SERGE GUÉROULT



#### CV EXPRESS

● Né à Marseille, 69 ans. Études primaires et secondaires à Méllizan et chez les Jésuites. Diplômé de l'école de commerce de Marseille. Habite aujourd'hui Salon.

● A rejoint l'entreprise familiale Marius Bernard, à Saint-Chamas. "J'y ai passé vingt ans de ma vie, où avec le fils de Marius, Richard, nous avons développé la boîte. C'était et c'est toujours une belle PME régionale."

● Engagement. "J'ai fait 20 ans dans l'agroalimentaire où j'ai été énormément engagé pour la filière régionale où avec quelques copains, nous avons été les fondateurs de la fédération régionale des industries agroalimentaires qui aujourd'hui est la 2<sup>e</sup> fédération en poids économique."

● Crédit agricole. "Ayant été engagé dans l'agroalimentaire, le Crédit agricole m'a repéré. J'ai pris la présidence de la banque régionale pendant 19 ans, de 1999 à 2015. J'ai fait tout une carrière dans ce monde que je ne connaissais pas qui était une grande banque coopérative. J'ai été vice-président de la fédération nationale du groupe Crédit agricole."

● ESS. "J'ai découvert et je suis devenu un vrai militant de l'économie sociale et solidaire dans laquelle après avoir vu tous ces mondes, je trouve que cela répond à la question du temps et de remettre l'homme au centre de tout."